

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 49 - MI-OCTOBRE 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Ombeline BITOUZET, Bastien POULIQUEN, Pierre BONNEMAISON
- correction par Pierre BONNEMAISON*

6

MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Inès GUIRAMAND, Alice MARAUX
- correction par Rose LOUVRIE-BUOT et Juliette MASSE*

9

AFRIQUE

*par Élora HOUEL, Maxime DUPINET, Sarah BOULLIGNY
- correction par Sarah BOULLIGNY*

12

ASIE

*par Baptiste POULARD, Léa BLANCHET, Rodolphe UGUEN
- correction par Rodolphe UGUEN*

15

AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Wandrille PICAULT
- correction par Blanche ARMINJON*

18

ARMEMENT

*par Nael YEKBA, Alexandre DOTTI
- correction par*

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Clément LE LANDAIS

MISE EN PAGE

Lisa AMMOUR et Rodolphe UGUEN

LA POLOGNE RENFORCE SA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE EN EUROPE



Au cours du congrès du parti Coalition civique ayant eu lieu à Varsovie le 12 octobre 2024, le Premier ministre de la Pologne, Donald Tusk, a déclaré vouloir suspendre partiellement le droit d'asile pour les migrants entrant illégalement en Pologne. Selon lui, le droit d'asile ne reflète plus son usage premier et est, au contraire, exploité par des pays hostiles, comme la Russie et la Biélorussie, qu'il cite. Il revendique ainsi la lutte de son pays contre l'immigration illégale et la reprise du contrôle de sa politique migratoire, incluant d'ores et déjà cette mesure dans la stratégie de migration de la Pologne.

Cette décision s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques et de désaccords croissants sur la politique migratoire européenne. Depuis plusieurs années, l'Europe est confrontée à une vague migratoire importante, et les pays aux frontières extérieures de l'UE, tels que la Pologne, sont particulièrement exposés à ces mouvements de population. En effet, la Pologne perçoit ces flux migratoires comme une menace pour sa stabilité et sa sécurité, au même titre que le projet de pacte migratoire de l'UE, qui doit entrer en vigueur en 2026 et vise à équilibrer ces flux entre les États membres. Varsovie réclame une version plus stricte de ce pacte afin d'assurer la sécurité des Polonais et demande une meilleure protection des frontières extérieures de l'UE, tout en critiquant l'instauration de frontières internes, telles que celles érigées par l'Allemagne. C'est pourquoi Donald Tusk souhaite l'aval de l'UE pour sa proposition de suspension du droit d'asile, à travers un contrôle plus strict aux frontières et une sélection des migrants en fonction de leur contribution à la société polonaise.

De même, l'accusation portée contre la Russie et la Biélorussie s'inscrit dans une longue liste de tensions, exacerbées par la guerre en Ukraine et par la stratégie "d'attaque hybride" de ces pays slaves, visant à affaiblir l'Europe de l'Est. Ces derniers tenteraient de déstabiliser la Pologne en orchestrant un afflux massif de migrants, en se servant de passeurs pour faciliter leur arrivée. Cette menace avait déjà conduit la Pologne, en mai, à annoncer des dépenses de plus de 2,3 milliards d'euros pour renforcer sa frontière avec la Biélorussie. La politique migratoire stricte de Donald Tusk entraîne des tensions internes, il s'oppose aux nationalistes au pouvoir, qu'il accuse d'avoir mal géré l'immigration, créant chaos et corruption. Ainsi, la Pologne se trouve à un carrefour entre son engagement européen et sa volonté de protéger sa souveraineté, ce qui suscite des tensions politiques.

L'avenir de cette initiative dépendra de la position de la Pologne, mais également des réponses de l'Union européenne face à ces questions sécuritaires et migratoires.

Ombeline BITOUZET

LITUANIE : “DÉFENSE TOTALE” FACE À LA MENACE RUSSE



Dimanche dernier a pris place le premier tour des élections législatives lituaniennes, qui bien que partielles dans l'attente du second tour le 27 octobre prochain, portent sur le devant de la scène le parti social-démocrate (avec 19.4% des voix) en avance sur le parti conservateur au pouvoir (18%). Néanmoins, quelle que soit la nature de la future majorité parlementaire, un élément ne faiblira pas : le soutien national à l'Ukraine. Comme l'explique Thibault Fouillet, directeur de recherche à l'IESD, la bascule stratégique de la Lituanie ne s'est pas produite le 24 février 2022 comme dans beaucoup d'États européens. En effet, il faudrait revenir en 2014 au moment de l'Annexion de la Crimée pour observer un véritable changement, traumatisme dans la psychée lituanienne relatif au retour d'un "ennemi ancestral", après plusieurs décennies de paix. De ce fait, si encore en 2015 le rapport du Conseil de Défense lituanien ne contenait que 5 pages, il en contenait 104 l'année dernière. Cité par Le Figaro, Romas Judinas, militaire lituanien, illustre cela : "Jusqu'à cette date [2014], la défense, c'était l'armée et les spécialistes". Aujourd'hui, le concept de "défense totale" s'est répandu en vue de pallier une armée de seulement 12,000 professionnels, reflet d'une population réduite (près de 3 millions) au regard de son puissant voisin de l'est. Cet engagement explique le choix d'Ursula Von der Leyen d'un commissaire lituanien, Monsieur Andrius Kubilius (ancien chef de gouvernement de 1999 à 2000 et de 2008 à 2012), pour le très stratégique et nouvellement formé commissariat à la défense et à l'espace. Comme l'exprime ce dernier : « Nous ne pouvons pas attendre que le prochain [budget septennal de l'UE] soit opérationnel, ce qui ne se produira qu'en 2028 » ; si elle ne peut faire de miracle, la montée en puissance européenne se doit d'être constante et intégrée à un niveau supra-national (par l'Union Européenne ou / et par l'OTAN).

Bastien POULINQUEN

ZELENSKY À LA CONQUÊTE DU SOUTIEN EUROPÉEN FACE À LA GUERRE



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a rencontré ce jeudi à Paris son homologue français Emmanuel Macron, dans le cadre d'une tournée diplomatique cruciale en Europe. Alors que la guerre entre l'Ukraine et la Russie est entrée dans son trente-deuxième mois, les forces ukrainiennes font face à des difficultés croissantes sur le front de l'Est. L'objectif de Zelensky est de garantir un soutien militaire et financier continu de la part de ses alliés occidentaux, en vue de renforcer les capacités de l'Ukraine avant l'hiver.

Emmanuel Macron a réitéré le soutien "conforme aux engagements" de la France à l'Ukraine, précisant que Paris avait fourni jusqu'à 3 milliards d'euros d'aide militaire cette année. Il a décrit cette collaboration comme un "modèle unique de coopération", et a souligné les progrès dans la formation et l'équipement d'une brigade ukrainienne. Zelensky a salué cet engagement tout en insistant sur l'urgence d'augmenter rapidement l'aide militaire avant l'hiver. Il a également réfuté les rumeurs de négociations de cessez-le-feu, affirmant que ce sujet n'avait pas été abordé avec les alliés occidentaux. Le président ukrainien a présenté à Macron son "plan de victoire", un projet visant à obtenir une fin juste du conflit en position de force. Ce plan devrait être détaillé lors d'un sommet pour la paix prévu en novembre, bien que la date reste à confirmer.

Une autre question sensible abordée lors de cette tournée concerne la possibilité pour l'Ukraine d'utiliser des missiles à longue portée pour frapper des cibles à l'intérieur du territoire russe, une demande réitérée par Zelensky. Les alliés européens demeurent prudents, craignant une escalade militaire. Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a confirmé que cette question a été discutée, mais a rappelé que la décision finale revient à chaque pays de manière individuelle. Cette visite à Paris s'inscrit dans une série d'étapes diplomatiques pour Zelensky, après des rencontres à Londres avec le Premier ministre britannique Keir Starmer et Mark Rutte. Il doit maintenant se rendre à Rome pour rencontrer la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, puis à Berlin pour des discussions avec le chancelier allemand Olaf Scholz, l'objectif global de cette tournée est de consolider le soutien européen, alors que l'avenir de l'aide américaine, cruciale pour l'Ukraine, devient incertain à l'approche de l'élection présidentielle américaine. En dépit de l'engagement réitéré de Macron, le contexte économique français pourrait compliquer la continuité de cette aide. La dégradation des finances publiques et les contraintes budgétaires à venir en 2025 posent des questions sur la capacité de la France à maintenir un soutien militaire prolongé à l'Ukraine. Si Zelensky a obtenu des garanties importantes de la part de ses alliés, les défis restent nombreux, notamment sur la question du soutien à long terme et des risques d'escalade militaire.

Pierre BONNEMAISON

MOYEN-ORIENT

UNE TENTATIVE D'APAISEMENT FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT

Depuis l'attaque menée par l'armée israélienne contre les infrastructures du Hezbollah au Liban le 23 septembre dernier, la France multiplie les appels à la désescalade dans l'espoir d'éviter un embrasement du Moyen-Orient. Le samedi 5 octobre, Emmanuel Macron, lors de la clôture du sommet sur la francophonie, a évoqué la nécessité de ne plus envoyer d'armes à Israël pour que le Liban ne « devienne pas un nouveau Gaza ».

Pour E. Macron, il s'agit d'être cohérent avec la proposition de cessez-le-feu au Liban qui a été déposée par plusieurs pays dont la France et les Etats-Unis après une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, le 25 septembre 2024.



Cet appel à la suspension de la livraison des armes à Israël a été vivement critiqué par le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Toutefois, la position française a été suivie par l'Espagne ainsi que par la Jordanie. Les deux pays ont annoncé qu'ils ne livreraient plus d'armes à l'Etat hébreu et ont appelé la communauté internationale à faire de même. Parallèlement à l'appel d'Emmanuel Macron, le quai d'Orsay a convoqué le 11 octobre l'ambassadeur israélien en France après des tirs sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban - Finul.

La Finul est une opération de maintien de la paix décidée par les Nations Unies en 1978 pour confirmer le retrait des troupes israéliennes du Liban. En 2006, le Conseil de Sécurité de l'ONU va renforcer les missions de la Finul pour y inclure la surveillance de la « ligne bleue », frontière non officielle entre Israël et le Liban, et la cessation des hostilités entre le Hezbollah et Tsahal. La France est l'une des principales contributrices à la Finul et a appelé Israël « à s'expliquer et à cesser immédiatement » leurs attaques. C'est dans ce contexte que la France a co-signé une déclaration déposée par la Pologne aux Nations Unies qui appelle à protéger la Finul, qui se retrouve aujourd'hui prise pour cible dans le Sud Liban.

Toujours dans une tentative d'apaisement la France a annoncé une conférence internationale de soutien au Liban le 24 octobre 2024, à Paris, en présence des Etats partenaires du Liban, de l'ONU, de l'Union européenne et d'organisations internationales. Le but de cette conférence est de « répondre aux besoins de protection et de secours d'urgence de la population du Liban ». La tenue de cette conférence s'explique par la proximité des relations entre le Liban et la France. Au cours de l'histoire, la France est souvent intervenue et s'est positionnée comme puissance protectrice des minorités chrétiennes dans l'actuel Liban et depuis l'indépendance du Liban en 1943, les deux pays sont restés proches.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

L'APPLICATION TELEGRAM COMPLICE DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ?

L'AFP a annoncé ce mercredi 8 octobre, la tenue du procès devant la Cour d'Assise spéciale, du djihadiste Sabri Essid, présumé mort depuis 2018. Ce dernier est accusé de génocide et de crimes contre l'humanité au préjudice de onze femmes et enfants yézidis en Syrie entre 2014 et 2016. Ce procès remet en cause les méfaits des djihadistes impliqués dans les trafics humains à l'encontre de la minorité yézidie.

Au sein de ces « *marché des otages* », l'application Telegram semble y avoir joué un rôle prépondérant.

« *Esclave à vendre, 12 ans, déflorée, très belle, réside à Rakka... 13 000 dollars, dernier prix !!!* ». Voici le genre d'annonces que l'on retrouvait sur la plateforme Telegram. Sur ce réseau social, un marché clandestin d'otages yézidis a proliféré à travers le « *califat* », entre 2014 et 2019, exploitant la vulnérabilité des victimes de l'État islamique. Ce trafic est caractérisé par la vente d'enfants via des annonces documentant des conditions désastreuses, les jeunes filles étant réduites à l'esclavage sexuel tandis que les garçons, eux, sont destinés à devenir de jeunes soldats.



Bahzad Farhan, un activiste yézidi, a infiltré ces groupes afin de recueillir des preuves et exfiltrer des otages. Ses recherches, sa coopération et son dévouement ont permis la découverte de ce trafic et fait intervenir la justice. En 2017, il crée l'association Kinyat et collabore avec la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) à Paris.

Bahzad suit, imprime et archive les atrocités diffusées en ligne par les djihadistes, notant leur utilisation croissante de Telegram. Cette application se révèle être un puissant outil de propagande et de recrutement, touchant des millions d'internautes.

L'infiltration de ces groupes Telegram et les échanges en ligne avec les djihadistes permettent à Bahzad d'identifier les otages encore vivants. Au total, il réussit à sauver 55 femmes et enfants yézidis et chrétiens. Parallèlement, il collecte des preuves de ces actes, qui constituent des crimes contre l'humanité. Des éléments sonores, des vidéos, des photos et 6 000 pages de captures d'écran forment un dossier complet qu'il nomme « *Les marchés de Telegram* ».

Dès 2018, il sollicite diverses instances internationales comme la CPI. En parallèle, il soumet ses preuves à deux organismes d'enquête français : l'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP), rattaché à la direction générale de la police nationale, et l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine, dépendant de la gendarmerie nationale. Il saisit également le pôle crimes contre l'humanité du parquet de Paris et parvient à convaincre des victimes de le suivre en France pour témoigner. Bahzad Farhan, s'est récemment exprimé dans un communiqué vis à vis du procès de Sabri Essid : « *En l'absence d'enquête devant la Cour pénale internationale, les justices nationales, dont la justice française, sont aujourd'hui le seul espace de justice disponible pour les victimes yézidies qui ont subi l'horreur aux mains de djihadistes de Daech, dont des ressortissants français* ».

Ainsi, l'arrestation de Pavel Durov - cofondateur et patron de Telegram - à l'aéroport du Bourget le 24 août dernier et l'annonce du procès de Sabri Essid ont ravivé les espoirs de poursuites judiciaires. Des enquêteurs français examinent la possibilité de mettre en cause Pavel Durov pour complicité de crimes contre l'humanité. Si tel est le cas, cette récrimination pourrait marquer un tournant dans la lutte contre l'impunité des acteurs de ces crimes.

Inès GUIRAMAND

MOYEN-ORIENT

FRAPPES ISRAËLIENNES À DAMAS : MAZZEH, UN QUARTIER STRATÉGIQUE ABRITANT MISSIONS DIPLOMATIQUES ET BUREAUX DE L'ONU, SOUS LE FEU

Le 8 octobre 2024, le ministère de la Défense syrien a fait état d'au moins sept civils tués dans une frappe israélienne à Damas, sur un immeuble qui, selon une ONG basée à Londres, était fréquenté par des Gardiens de la Révolution iraniens et des membres du Hezbollah libanais.

« L'ennemi israélien a lancé une agression aérienne visant un immeuble résidentiel et commercial dans le quartier densément peuplé de Mazzeh, abritant notamment des missions diplomatiques et des bureaux de l'ONU, tuant sept civils, dont des femmes et des enfants », a indiqué un communiqué du ministère de la Défense syrien.

De son côté, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme - OSDH, basé à Londres a fait état de neuf morts, dont cinq civils, dans un nouveau bilan. La frappe aurait visé un immeuble fréquenté par de hauts dirigeants des Gardiens de la Révolution iranienne, l'armée idéologique de la République islamique - NDLR, des membres du Hezbollah libanais, ainsi qu'une voiture garée devant l'immeuble.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a condamné dans la soirée un « crime brutal » et appelé à des « mesures immédiates » pour empêcher Israël d'entraîner la région dans une confrontation aux conséquences désastreuses.

La frappe aérienne a été émise par trois missiles en provenance du Plateau du Golan. Un peu avant l'attaque, la défense aérienne syrienne a intercepté des cibles hostiles dans les environs de Damas.

Depuis l'éclatement de la guerre civile en 2011 en Syrie, Israël a conduit des centaines de raids sur le pays visant l'armée syrienne, les groupes pro-iraniens et la branche syrienne du Hezbollah, qui ont mis leur outil sécuritaire à disposition du régime baasiste. En outre, Israël ne commente que rarement ces frappes, mais étant donné l'engagement libanais en Syrie montant en puissance, les autorités israéliennes affirment qu'elles visent à empêcher l'Iran d'étendre sa présence en Syrie. Ainsi, depuis le début de la guerre, le 7 octobre 2023, dans la bande de Gaza entre Israël et le Hamas palestinien, les raids ciblés contre l'Iran et ses alliés, attribués à Israël, se sont intensifiés en Syrie.



Alice MARAUX

Crédit photo : Les forces de sécurité syriennes retirent un véhicule endommagé à l'aide d'une grue dans le quartier de Mazzeh, à l'est de Damas, après les frappes aériennes israéliennes visant la capitale syrienne tôt le 1er octobre. Crédit : AFP

AFRIQUE

MAGHREB : ALGER IMPOSE DES VISAS AUX RESSORTISSANTS MAROCAINS, CRAIGNANT L'INFILTRATION « D'ESPIONS ISRAËLIENS »

C'est lors du Conseil de Sécurité d'Alger du 26 septembre dernier, que les représentants des services de sécurité et du renseignement, ainsi que le chef d'état-major se sont réunis avec le Président Tebboune. À la suite de ce conseil de sécurité, la capitale Algérienne décide désormais d'imposer aux ressortissants étrangers détenant un passeport Marocains un Visa, pour rentrer sur le territoire algérien. Alger accuse Rabat de profiter du régime d'exemption de visas, pour déployer des « agents de renseignements sionistes », afin d'entrer librement sur le territoire et ainsi mener des actions diverses qui compromettraient la stabilité de l'Algérie et sa sécurité intérieure. En effet, les frontières entre ces deux pays, sont fermés depuis 1994 ; mais il était en effet possible depuis 2004 et 2005 de circuler librement sur les deux territoires en ayant le passeport d'un des deux pays, et sans besoin de détenir un visa. Mais depuis août 2021, l'Algérie à la suite du conflit avec son rival régional sur la région du Sahara, le pays soupçonne son voisin d'entretenir de fines relations avec le gouvernement Israélien. Alors que dans son cas, elle est un soutien fort à la cause palestinienne ce qui amplifie donc des tensions entre les deux rivaux régionaux.

Les Affaires Étrangères Algériennes accusent donc le Maroc dans leur communiqué et déclarent : « (...) le royaume du Maroc s'est livré à diverses actions attentatoires à la stabilité de l'Algérie et à sa sécurité nationale, avec l'organisation à grande échelle, de réseaux de crime organisé, de trafic de drogue et d'êtres humains, de contrebande, d'immigration clandestine et d'actes d'espionnage ». Cette décision de la part d'Alger aggrave donc les relations entre ces deux voisins rivaux.



Sarah BOULLIGNY

DÉPLACEMENT DU PREMIER MINISTRE BURKINABÈ APOLLINAIRE KYELEM DE TAMBELA À MOSCOU

Présent à Moscou à l'occasion des 8èmes journées économiques du Burkina Faso (JEB), du 08 au 11 octobre dernier, le Premier ministre burkinabè Apollinaire Kyelem de Tambela a rencontré en marge de cet événement le ministre russe de la Défense Andreï Belousov. Ce dernier a estimé que cette entrevue était « une nouvelle étape dans le développement des relations amicales » entre les deux pays, qui ne cessent de renforcer leur coopération militaire depuis le coup d'état du capitaine Traoré en septembre 2022.

A noter que le chef du gouvernement burkinabè a également rencontré le Vice-premier ministre russe Alexandre Novak, afin d'échanger sur les domaines clés de l'énergie, des secteurs financiers et bancaires mais aussi de l'exploitation minière.

Délocalisées pour la première fois dans la capitale moscovite, les JEB semblent donc avoir intégré la composante sécuritaire au triptyque initial, qui visait avant tout à intensifier les relations diplomatiques, économiques et culturelles entre les entrepreneurs burkinabés et les partenaires étrangers.



De plus, indiquant que « la Russie est un partenaire idéal dans la lutte contre le terrorisme », Apollinaire Kyelem de Tambela a profité de cet événement pour dresser un bilan positif de la présence des mercenaires de l'Africa Corps au Burkina Faso. Cependant, engagé aux côtés de ses partenaires du Sahel depuis presque un an, le nouveau bras armé de Moscou ne parvient pas à endiguer la menace terroriste. Au contraire, celle-ci ne cesse de s'étendre depuis la zone dite « des Trois frontières », avec une multiplication notoire des attaques et autres actes de prédation sur les populations civiles et les forces armées burkinabés depuis la fin de l'Opération Barkhane.

Maxime DUPINET

AFRIQUE

GUERRE AU SOUDAN : LES FORCES ARMÉES SOUDANAISE REPRENENT PIED À KHARTOUM.

Le 26 septembre, une nouvelle offensive vient frapper la capitale du Soudan, et cela un an et demi après que les forces armées soudanaises aient été mises en déroute. En effet, depuis avril 2023, deux factions armées dirigées par des généraux rivaux se battent : les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR), qui est une force paramilitaire indépendante, créée par l'ancien président soudanais Omar el Béchir, il y a vingt ans. Ces deux forces se sont engagées dans une lutte brutale pour le pouvoir.

Au sein de Khartoum, au commencement du conflit, les combats étaient concentrés au milieu de la ville, puis se sont rapidement propagés dans tout le pays. La ville est actuellement entre les mains des FSR du général Mohammed Hamdan Daglo, appelé « Hemetti ». Les FAS, dirigées par le général Al-Bourhane, tentent alors de reprendre le contrôle du centre de la ville. Ce conflit implique des frappes aériennes et des tirs d'artillerie des Forces armées soudanaises visant les positions des forces de soutien rapide, se focalisant sur les points d'entrées stratégiques de la capitale, notamment le pont Halfaya.

La dernière offensive s'est déroulée en présence de deux brigades de l'armée régulière ainsi que leurs milices alliées. Ils ont assailli les ponts reliant Omdourman et Khartoum et ont pu parvenir à pénétrer le quartier d'El-Mugran. Cela fait maintenant une semaine que les troupes des FAS y sont positionnées. Si l'affrontement continue et s'intensifie, cela pourrait entraîner un grand nombre de victimes civiles.



Élora HOUEL

UNE ASEAN MOBILISÉE MAIS LIMITÉE FACE AUX DÉFIS RÉGIONAUX

Le 11 octobre 2024 s'est conclu le sommet de l'ASEAN tenu cette année à Vientiane, capitale du Laos. Réunissant les dix pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que leurs principaux partenaires américains, chinois, japonais, russes et indiens. À l'ordre du jour dans cette région cristallisant les tensions, et terrain privilégié des démonstrations de force des grandes puissances, la guerre civile faisant rage au Myanmar, ainsi que les tensions en mer de Chine méridionale et la question taïwanaise.

Les membres de l'ASEAN affichent de nouveau une forte solidarité dans leur volonté de garder la région libre et en paix, alors que les conflits de haute intensité explosent à travers le monde. Quelques ombres au tableau ont néanmoins mis en difficulté ce sommet.

La guerre au Myanmar d'abord, dont le Thaïlande se veut principal porte-voix diplomatique. Alors que l'ASEAN peine à imposer ses propositions pour apaiser le conflit, la présence exceptionnelle d'un représentant de la junte militaire au sommet a ravivé l'espoir d'un dialogue se voulant constructif avec celle-ci. En grande difficulté face aux rebelles et aux séparatistes dans les zones rurales et frontalières du pays, il est en effet nécessaire pour la junte de trouver des



partenaires politiques sérieux prêt à l'inclure dans une solution durable de paix, les états de l'ASEAN restent cependant méfiants, l'Indonésie notamment ayant organisé un sommet avec l'opposition birmane quelques semaines auparavant.

Au cœur des discussions également, les tensions ne cessant de croître en mer de Chine méridionale, entre la Chine et les états de l'ASEAN. Le président philippin, Ferdinand Marcos Junior, a annoncé unilatéralement que la moitié des états de l'organisation est prête à travailler avec les Philippines pour établir des patrouilles conjointes face aux incursions chinoises. À l'image de celles menées régulièrement avec les États-Unis, le président philippin n'a cependant pas précisé lesquels, ceux-ci ne souhaitant pas accentuer publiquement leurs tensions avec la Chine.

Région stratégique, ce sommet a également été le théâtre de l'expression des rivalités exacerbées entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Les tensions, notamment concernant Taïwan, autour de laquelle la Chine a mené de nouveaux exercices militaires ce mois-ci. Des parallèles ont été dressés avec la guerre en Ukraine par la délégation américaine, tandis que la Russie et la Chine ont critiqué la remilitarisation du Japon.

Baptiste POULARD

NOUVELLE TENTATIVE D'INTIMIDATION CHINOISE À L'ENCONTRE DE TAIÛWAN

Dimanche 13 octobre. Le soleil se lève sur les eaux taiwanaises, ses reflets se brisent en mille éclats sur la surface de l'océan. La mer au niveau du sud de l'archipel est d'un calme olympien, l'horizon est dégagé : le tableau qui s'offre à nous dégage une sérénité presque palpable. Le décor change soudainement lorsqu'une ombre s'esquisse au loin, la paisibilité du



paysage s'efface, un navire de guerre chinois vient d'être détecté au sud de Taïwan. L'armée taiwanaise se met alors « en état d'alerte » face à ce constat. Lors d'un communiqué, le ministère taiwanais de la Défense a expliqué que « le porte-avion chinois Liaoning a pénétré dans les eaux proches du canal de Bashi et se dirige probablement vers le Pacifique occidental ». Cet évènement ne fait qu'accroître les tensions, déjà considérables, régnant entre Taipei et Pékin. En effet, s'il apparaît à premier vue que cet incident n'a causé aucun tord notable à Taïwan, la crainte qu'il laisse dans son sillage est quant à elle bien présente. Depuis quelques années, la Chine ne cesse d'intensifier sa pression militaire et politique à l'encontre de Taïwan, nourrissant l'espoir de remettre l'île, qu'elle considère comme une partie de son territoire, sous son joug. Ces deux dernières années, trois séries de manœuvres de grandes ampleurs furent organisées par la Chine, pour se faire, cette dernière décida de mobiliser une partie de son aviation et de sa marine afin d'encercler l'île. Les tentatives d'intimidation venant de Pékin se succèdent et se rapprochent les unes des autres à mesure que les relations entre la Chine et Taïwan se détériorent, or, l'arrivée à la présidence de Tsai Ing-wen, puis de son successeur investi en mai Lai Ching-te cette année ne se sont pas inscrites dans une volonté de voir les tensions s'apaiser, bien au contraire. Le président Lai Ching-te a ainsi profité de la fête nationale qui s'est tenue ce jeudi 10 octobre pour rappeler à la population taiwanaise son engagement vis-à-vis d'elle et sa volonté de voir son île conserver son indépendance, il s'est alors engagé à « résister à l'annexion » chinoise de Taïwan. De son côté, la Chine associe les traits du président Lai Ching-te à ceux d'un séparatiste, dont le dessein serait de mettre à mal le projet chinois en plaçant Taïwan hors de l'influence de Pékin. Elle le pointe donc du doigt et répond à ce qu'elle considère comme des marques de « provocations » par le biais de menaces, elle s'adresse alors directement au président Lai Ching-te afin de le prévenir : ses actes emplis de « provocation » entraîneront d'un « désastre » à l'égard de son peuple. Suite à cela, le secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est positionné en faveur de Taïwan en mettant en garde la Chine contre toute forme de « provocation » à son encontre. Il a ainsi déclaré que « le monde entier a tout intérêt à maintenir la paix et la stabilité, à préserver le statu quo, à éviter tout type de conflit susceptible de perturber des éléments essentiels à l'économie mondiale ». Les tensions demeurent donc entre Taipei et Pékin et semblent atteindre aujourd'hui plus que jamais leur paroxysme.

Léa BLANCHET

LA CORÉE DU NORD DYNAMITE SES ROUTES

Ce mardi, la Corée du nord a lancé une opération d'envergure de dynamitage de ses routes la liant à son voisin du sud. Cette opération s'inscrit dans le conflit entre les deux Corée, et rompt une fois de plus avec l'ancien pays uni.



Ce mardi, la Corée du nord a lancé une opération d'envergure de dynamitage de ses routes la liant à son voisin du sud. Cette opération s'inscrit dans le conflit entre les deux Corée, et rompt une fois de plus avec l'ancien pays uni. En effet, la Corée a détruit plusieurs routes symboliques autrefois emprunté à des fins commerciales. Leur proximité de la démarcation militaire en fait une cible de choix pour réaffirmer le déni de la situation, et la haine envers son voisin. Pyongyang, affirme qu'elle n'a fait que réagir à un survol de sa capitale par des drones sud-coréens. Outre le message envoyé, la Corée du nord aurait l'intention de construire sur les débris une série de défense militaire supplémentaire. Cela n'est par ailleurs pas une surprise et renforce la dissuasion nord-coréenne qui avait décrété qu'elle prévoyait de couper les routes depuis le 9 octobre.

Cette tension montante reste dans la lignée des relations coréennes, qui se sont dégradées depuis l'élection de l'indépendantiste Yoon Suk Yeol, partisan d'une alliance forte avec les Etats Unis et contre la Corée du Nord. La Corée du sud a d'ailleurs réagit aux destructions en tirant des missiles au sud de la ligne de démarcation frontalière. Le Kremlin en a profité pour revenir sur le « pacte de défense mutuelle Russie-Corée du Nord" dans lequel est envisagée une assistance militaire dans le cas où un parti serait attaqué comme il l'avait déclaré après avoir signé le document en juin 2024 : il « prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression contre une partie".

La tension s'accroît d'autant plus que la guerre n'a jamais été aussi proche. La corée qui possède un stock d'armes, rappelons le, démesurable, serait entrain de se préparer à une riposte musclée. En effet le gouvernement dresse une liste rouge à son voisin en lui garantissant une riposte destructrice en cas de nouvelles tentatives de propagandes ou bien d'exercice militaire. Ceci étant, la Corée du Nord a annoncé dans un communiqué l'engagement de presque 1500 volontaires, prêt à se battre. Ainsi les relations coréennes n'ont jamais été si tendu, il se pourrait même qu'il s'agisse de l'actualité hebdomadaire en Asie, qui pourrait bien débouché sur un conflit ouvert entre les deux états belliqueux, et une potentiel guerre de proxi dans la région entre la Russie et la chine contre les Etats Unis d'amérique.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES: L'ÉTAT ACTUEL DE LA SITUATION

À trois semaines du vote du mardi 5 novembre, l'opposition n'a jamais été aussi virulente entre les deux principaux candidats : Kamala Harris et Donald Trump. Tous deux n'hésitent pas à s'attaquer mutuellement sur les grands sujets de la campagne, tels que le droit à l'avortement, la guerre en Ukraine ou encore sur la sécurité aux frontières. Les derniers mois de la campagne ont été agités : Donald Trump a échappé à une tentative d'assassinat survenue lors d'un meeting le 13 juillet dernier, et peu de temps après, Joe Biden annonçait son retrait de la campagne en apportant son soutien à Kamala Harris.



Jusqu'à la fin du mois de juillet, les sondages penchaient en faveur du candidat républicain. Le retrait de Joe Biden a donné une impulsion au camp démocrate, qui a vu ses intentions de vote progresser. Pourtant, les deux candidats sont au coude-à-coude. Les sondages sont toujours aussi serrés dans les *swing states*. Il y a quelques temps, Kamala Harris était passée devant Donald Trump dans les états du Wisconsin, de Pennsylvanie, du Nevada et du Michigan selon les sondages. Trump aurait néanmoins rattrapé son léger retard, moins de deux points séparerait les candidats. Le candidat républicain serait en tête dans quatre des *swing states* tandis que Kamala Harris, dans trois. Les marges sont cependant très serrées, variant de 0,2 à 1,3 point : l'arrivée en tête d'un candidat est impossible à prédire. Selon les sondages du site RealClearPolling, Donald Trump pourrait compter sur 219 grands électeurs, contre 221 pour Kamala Harris. Pour rappel, 270 grands électeurs sont nécessaires pour être élu.

Lors de l'élection de 2020, les démocrates menés par Joe Biden avaient remporté la Pennsylvanie, le Wisconsin, la Géorgie, l'Arizona, le Nevada et le Michigan, tandis que la Caroline du Nord était restée aux mains de Donald Trump, alors président sortant et candidat à sa réélection. Lundi, les deux candidats étaient en campagne en Pennsylvanie, un état pivot avec un nombre important de grands électeurs. Kamala Harris a averti son public sur le risque d'un second mandat de Donald Trump, qu'elle estime « plus en plus instable et déséquilibré ». Ce dernier a qualifié sa rivale de « femme pas très intelligente », « qui n'est pas faite pour ce travail ». La Pennsylvanie est un état-clé de l'élection puisque les deux candidats y sont à égalité. De plus, les ravages des ouragans Héléne puis Milton sont devenus des enjeux importants de la campagne présidentielle. Le gouvernement fédéral fait face à de nombreuses critiques de la part de Donald Trump, candidat favori en Floride, sur sa gestion des sinistres. Joe Biden s'est donc rendu sur place le dimanche 13 octobre, afin de montrer son soutien aux victimes des ouragans.

En somme, malgré les fluctuations des sondages, l'incertitude demeure totale : les marges sont serrées dans les *swing states* et l'issue de l'élection reste imprévisible.

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

155 ANS D'HÉRITAGE : LE COLLÈGE MILITAIRE DE LA NATION ARGENTINE À L'HONNEUR

Le 11 octobre a marqué le 155^{ème} anniversaire du Collège militaire de la Nation (CMN), une institution argentine emblématique fondée en 1869 sous la présidence de Domingo Faustino Sarmiento. Créé dans le but de former les futurs officiers de l'armée argentine, le CMN a traversé les siècles en s'adaptant aux défis de chaque époque, devenant un pilier de l'éducation militaire et un acteur central de la défense nationale.



Lors de la cérémonie de commémoration, le chef d'état-major général, le général de division Carlos Alberto Presti, a souligné l'importance de la modernisation continue de l'armée. Il a insisté sur le fait que les nouvelles technologies et l'évolution de la guerre imposent de repenser la formation militaire, au-delà de la simple modernisation des équipements. « Depuis son inauguration, et tout au long de ses 155 ans d'histoire, le CMN a accompagné l'évolution de l'armée argentine en adaptant ses plans de carrière et ses installations aux exigences de chaque époque », a-t-il déclaré, en insistant sur la nécessité de préparer des officiers capables de répondre aux conflits complexes dans des environnements multi-domaines. Le directeur du CMN, le général de brigade Alejandro Guillermo Liberatori, a quant à lui rappelé l'importance de l'égalité des chances au sein de cette institution. Il a affirmé que le CMN offre à chaque cadet, indépendamment de ses origines sociales ou géographiques, la possibilité de tracer sa propre voie, tout en contribuant au bien-être de la nation. " Chacun de vous est un représentant de l'héritage du collège militaire et un ambassadeur de nos valeurs dans la société ", a-t-il souligné, en évoquant les valeurs de mérite et de discipline qui définissent cette institution.

Au fil des années, le CMN a évolué pour répondre aux besoins changeants de la société et de l'armée. En 1994, il est devenu un Institut Universitaire, permettant à ses étudiants d'obtenir un diplôme reconnu au niveau national et renforçant ainsi son rôle dans l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, il est l'un des sièges académiques de l'Université de la Défense nationale, offrant une formation moderne et adaptée aux exigences du futur. La cérémonie a rendu hommage aux cadets promus, aux instructeurs, ainsi qu'aux agents civils et enseignants, pour leur contribution essentielle à la formation des futurs officiers. Enfin, les sous-officiers ayant pris leur retraite ont été honorés pour leur dévouement tout au long de leur carrière. Depuis sa fondation, il a joué un rôle déterminant pour l'Argentine, en formant des officiers qui ont participé à des phases cruciales de l'histoire nationale.

En formant des officiers ancrés dans les valeurs de patriotisme, discipline, intégrité et loyauté, cette institution a su s'adapter aux défis de chaque époque, tout en demeurant fidèle à sa mission initiale : préparer les leaders de demain pour garantir la souveraineté et la défense de la nation.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

CRISE POLITIQUE AU VENEZUELA : DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ENCORE CONTESTÉES 3 MOIS APRÈS



Le 28 juillet 2024 a eu lieu l'élection présidentielle vénézuélienne. Le président en exercice Nicolas Maduro a été réélu pour une durée de 6 ans avec 52% des suffrages exprimés. L'opposition politique a immédiatement désapprouvé le résultat final : elle a affirmé qu'Edmundo Gonzalez, le candidat de l'opposition, était arrivé en tête avec 60% des voix en sa faveur.

Malgré la demande de publication complète des résultats de chaque bureau de vote comme l'exige la loi vénézuélienne, les résultats n'avaient toujours pas été publiés par les autorités électorales le 31 juillet 2024. Suite à l'annonce du résultat électoral, des manifestations ont eu lieu massivement dans la plupart des grandes villes du pays pour contester la victoire de Nicolas Maduro. Celles-ci ont été violemment réprimées par les autorités : des détentions arbitraires se sont produites en grand nombre, des figures clés de l'opposition ont été torturées, des groupes armés pro-Maduro ont été mobilisés. En deux jours, on comptait près de 2000 personnes détenues arbitrairement et 27 civils tués par des forces de sécurité.

Par ailleurs, Edmundo Gonzalez s'est vu contraint de fuir en Espagne suite à l'émission d'un mandat d'arrêt contre lui par le gouvernement Maduro le 2 septembre 2024. La nouvelle cheffe de l'opposition, Maria Corina Machado, a appelé les vénézuéliens à poursuivre les rassemblements pour contester le troisième mandat obtenu par Nicolas Maduro alors que les procès-verbaux des bureaux de vote n'ont pas été rendus publics par le Conseil national électoral. La contestation de l'élection présidentielle se poursuit encore, trois mois plus tard. Les élections entachées par la répression politique exercée par le gouvernement illustrent le prolongement de la crise politique vénézuélienne qui dure depuis plus de dix ans. Le pays est frappé par la répression ainsi qu'une crise humanitaire, puisqu'un quart de la population a fui vers l'étranger. De plus, les droits humains ne sont plus respectés avec l'exercice de détentions arbitraires, des disparitions forcées, des actes de torture et des représailles contre les personnes et entreprises fournissant une aide quelconque à des personnalités de l'opposition politique. Face à ces événements, la communauté internationale a du mal à être en accord. Des Etats tels que la Bolivie, la Chine, Cuba, l'Iran ou la Russie soutiennent Nicolas Maduro. Au contraire, l'Union européenne exige la libération des prisonniers politiques et les Etats-Unis, l'Équateur, l'Uruguay et l'Argentine reconnaissent officiellement la victoire de l'opposition. La situation politique au Venezuela enlève la crise que connaît le pays depuis une dizaine d'années et le départ d'Edmundo Gonzalez en est un facteur criant, mais la tendance pourrait s'inverser si les pays Occidentaux décident d'agir collectivement.

Wandrille PICAULT

ARMEMENT

LES DRONES “DRAGONS”, UNE NOUVELLE INNOVATION SUR LE FRONT UKRAINIEN

Cela fait maintenant près de trois ans que l'armée russe a envahi le territoire ukrainien, et aujourd'hui, le conflit semble à une impasse, avec peu de gains territoriaux de part et d'autre. Pour mener un combat adapté au nouvel environnement de cette période de guerre moderne, des innovations dans l'armement naissent. Le 4 Septembre 2024, de nombreuses vidéos sont apparues sur des réseaux sociaux tels que X, où l'Ukraine montre sa nouvelle innovation, les drones “dragons”.



Les drones dragons sont une avancée probante dans cette révolution de la guerre des drones qui a transformé le champ de bataille. Ils consistent à attacher un réservoir de thermitite sur un drone standard, ce qui lui permet de “cracher du feu”, brûlant la végétation et révélant les soldats et positions adverses. D'une efficacité effrayante, les flammes consomment tout, des arbres, de la roche, et même l'acier des chars, créant une scène de destruction totale.

La thermitite est un mélange chimique d'aluminium et d'oxyde de fer, créant une solution qui, si enflammée, produit une réaction qui est quasi-impossible à éteindre. Cette réaction a la qualité particulière d'être autosuffisante, pouvant brûler sous l'eau et atteindre les 2200°C.

La création de cette arme avait comme premier objectif de brûler les positions russes, cependant, elle sert aussi comme outil de propagande pour l'armée ukrainienne, disant « Les drones d'attaque sont nos ailes de la vengeance, apportant le feu directement du ciel. ». De plus, elle permet de semer une certaine peur dans les forces russes, à cause de ses effets terrifiants, non seulement sur la végétation et l'acier, mais selon l'ONG “Human Rights Watch” provoque des brûlures atroces qui pénètrent jusqu'aux os, et des traumatismes.

La question se pose alors sur la place de cette arme par rapport aux conventions internationales, notamment sur la cruauté et la douleur extrême qu'elle entraîne. Son utilisation n'est pas prohibée par le Droit International, mais son déploiement est strictement interdit dans les zones civiles. Cette catégorie représente une course aux armements entre l'Ukraine et la Russie. Avec d'un côté le président Zelenski qui affirme vouloir accroître la production de drones à 4 millions par an. De l'autre, Vladimir Poutine qui consacre 25% du budget national à l'armée, et des innovateurs russes privés qui tentent de reproduire cette création. Quelles nouvelles surprises pouvons nous ainsi avoir dans ce conflit qui n'est pas prêt de se terminer?

Nael Yebka

ARMEMENT

LES CLASSES LA FAYETTE ET FLORÉAL

La Classe La Fayette (FLF) rénovée, une frégate dites de 1er rang

Les FLF ou frégates légères furtives rénovées sont des navires de combat conçu pour gérer des crises de basse intensité, assurer le soutien à un groupe aéronaval, mener des opérations spéciales ou de protection du trafic commercial, ainsi que des missions humanitaires.

Au nombre de 5, seulement 3 d'entre elles, Le Courbet, La Fayette et L'Aconit profiteront d'une modernisation leur permettant de régénérer leur potentiel de combat jusqu'en 2030 dans l'attente de leur remplacement par les toutes nouvelles Frégates de Défense et d'Intervention (FDI).



Les FLF rénovées sont équipées de 2 radars de navigation et sont dotées d'un radar de veille surface-air pouvant détecter des avions jusqu'à 100km ainsi que des missiles jusqu'à 50km dans les meilleures conditions.

Lors de sa rénovation, la Classe La Fayette a vu son système surface-air à très courte portée CROTALE être changé pour 2 systèmes d'autodéfense rapprochée anti-aérienne légers SADRAL portant le missile Mistral, d'une portée de 6km.

Les FLF sont également équipées de 8 missiles antinavires MM-40 Exocet d'une portée de 200km dans sa dernière version, permettant des frappes lointaines et hors de portée d'une riposte.

Dotées d'un hangar permettent la mise en œuvre d'un hélicoptère de type Panther ou NH-90 Caiman pour la lutte anti sous-marine (ASM), une des nouveautés lors de la rénovation de ces bâtiments fut l'ajout d'un sonar de coque afin de doter les FLF de capacités de détection sous-marine accrues, leur conférant une capacité de détection « ASM » propre.

Les capacités « ASM » des La Fayette restent toutefois limités par leur armement car elles ne disposent pas de moyens de lutte anti sous-marine comme des tubes lance-torpilles, elles n'ont également pas de soutes pour stocker les torpilles MU90 du NH-90 et l'hélicoptère Panther, lui, ne peut mettre en œuvre d'armement anti sous-marins et ne peut donc tenir que le rôle de capteur projetable ou de lutte antinavire.

De ce fait, les FLF rénovées sont des frégates aux capacités de détection excellente mais sans ou presque aucun moyen d'intervention, leur place en tant que frégates de 1er rang reste sujette à débat.

Alexandre DOTTI

ARMEMENT

Les frégates de 2nd rang et de surveillance

Les FLF non rénovés, au nombre de 2, Le Surcouf et Le Guépratte sont des navires aux capacités d'engagement limitées. Ces navires ne sont pas dotés de « vertical Launching System) VLS ou système de lancement vertical permettant ainsi de lancer des missiles à la verticale sans avoir à recourir à des rampes de lancement.

La Classe La Fayette est équipé d'un canon de 100mm octroyant une cadence de 80 coups/min et ayant une portée d'environ 15km pour les cibles en surface et 6km pour les cibles aériennes.

Sa défense aérienne est pourvue par le système très courte portée à 8 tubes CROTALE.

La défense rapprochée de la frégate contre les menaces de surface est quant à elle pourvu par 2 canons de 20mm ainsi que par 4 mitrailleuses 12,7mm.

Les FLF non rénovées sont équipées de 8 missiles antinavires MM-40 Exocet d'une portée de comprise entre 80 et 150km car il ne s'agit pas de la dernière version du missile.

Ces frégates sont désormais dépassées et ne permettent de lutter efficacement dans un environnement contesté.



La Classe Floréal ou frégate de surveillance (FS) sont des navires aux missions variées permettant à la France d'assurer la protection de ses intérêts économiques et souverains en Outre-Mer. Son rôle est ainsi la lutte contre la piraterie, le contrôle de la zone économique exclusive, la police de la navigation ou encore la surveillance des pêches.

Ces navires sont dotés d'une tourelle de 100mm aux capacités similaires à celle des frégates de Classe La Fayette ainsi que de 2 canons de 20mm et de 4 mitrailleuses de 12,7mm pour la défense rapprochée du navire.

La Classe Floréal n'est pas dotée de capacité de lutte anti-aérienne mais dispose d'un radar de veille surface-air, la non présence de cette capacité rend grandement vulnérable le navire aux menaces surface-surface ou air-surface, ne permettant ainsi pas de l'engager dans un environnement contesté.

Un temps équipée d'une capacité antinavire grâce à 2 missiles MM-38 Exocet, les 2 systèmes furent débarqués en 2015 car considérés comme inutiles pour les missions de ces frégates.

A la vue des missions des navires de la Classe Floréal, il est possible de s'interroger sur l'appellation « Frégate » pour ces bâtiments qui en ont le nom mais pas les capacités.

Alexandre DOTTI

SOURCES

• EUROPE

○ **La Pologne renforce sa lutte contre l'immigration illégale en Europe**

- "Donald Tusk veut suspendre partiellement le droit d'asile en Pologne pour lutter contre l'immigration illégale", Le Monde avec AFP, 12/10/2024
- "Donald Tusk veut suspendre partiellement le droit d'asile en Pologne pour lutter contre l'immigration illégale", Ouest-France, 12/10/2024
- "La Pologne renforce sa lutte contre l'immigration illégale en Europe", Frontières, Arnaud FT, 13/10/2024

○ **Lituanie : "Défense totale" face à la menace Russe**

- "European Commission Names Robust New Defense Chief", CEPA, Justina Budginaite-Froehly, 9/10/2024
- "La Lituanie entend former toute sa population à la "défense totale", Le Figaro, Marielle Vitureau, 14/10/2024
- "Législative en Lituanie : les sociaux-démocrates devancent les conservateurs", Euronews , Jean-Philippe Liabot, 15/10/2024

○ **Zelensky à la conquête du soutien européen face à la guerre**

- "Volodymyr Zelensky demande du soutien « avant l'hiver » lors de sa visite à Paris", l'Est Républicain, 10/10/2024
- "Guerre en Ukraine : Zelensky en visite à Londres et à Paris, adhésion à l'Union européenne, le point sur la situation", Midi Libre, 10/10/2024
- "Guerre en Ukraine : après Londres, Volodymyr Zelensky a rencontré Emmanuel Macron à Paris" , Le Parisien, 11/10/2024

• MOYEN-ORIENT

○ **Une tentative d'apaisement Française au Moyen-Orient**

- "Emmanuel Macron se prononce en faveur de l'arrêt des livraisons d'armes à Israël pour la guerre à Gaza : « honte », réplique Benjamin Nétanyahou", Le Monde, 05/10/2024
- "Liban: plusieurs pays dont la France et les États-Unis proposent un cessez-le-feu de 21 jours", RFI, 26/09/2024
- "Décryptage - Comment les Casques bleus de la FINUL relèvent le défi de l'escalade du conflit au Liban", ONU Info, 10/10/2024

○ **L'application Telegram complice de crimes contre l'humanité ?**

- « Telegram, l'application au cœur du trafic d'esclaves de l'organisation Etat islamique », Sofia Amara, Le Monde, 11/10/24
- « Pavel Durov : qui est vraiment le fondateur de Telegram et pourquoi est-il mis en examen ? », L'heure du monde, 11/09/24
- « Telegram, l'application sécurisée dont se sert Daech pour communiquer », Nicolas Richaud, Les Echos, 18/11/15
- « Procès ordonné contre un djihadiste français pour génocide de la minorité yézidie », Le Monde avec AFP, 9/10/24

○ **Frappes israéliennes à Damas : Mazzeh, un quartier stratégique abritant missions diplomatiques et bureaux de l'ONU, sous le feu**

- « Israeli strike on residential building in Syria's Damascus kills seven civilians, state media says », Reuters, 09/10/24
- « Une frappe israélienne fait sept morts à Damas », La Presse, 12/10/24
- « Le Hezbollah et la guerre en Syrie », Matthieu Cimino, Politique étrangère, Moyen-Orient, le nouveau « Grand Jeu », IFRI, 06/06/2016

SOURCES

• AFRIQUE

- **Maghreb : Alger impose des visas aux ressortissants Marocains, craignant l'infiltration « d'espions israéliens »**
 - "L'Algérie impose un visa aux Marocains, dénonçant l'espionnage sioniste", Le Monde, 26/09/2024
 - "Craignant l'infiltration d'espions israéliens", Alger impose le Visa aux Marocains", Le Point, 28/09/2024
 - "L'Algérie annonce imposer un visa aux Marocains face à des «actions attentatoires» à sa stabilité", RFI, 27/09/2024
- **Déplacement du Premier Ministre Burkinabè Apollinaire Kyelem de Tambela à Moscou**
 - "Le Premier ministre burkinabè en Russie pour renforcer la coopération militaire et économique", rfi, 10/10/2024
 - "Burkina Faso : les raisons du voyage d'Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela en Russie", Jeune Afrique, 09/10/2024
- **Guerre au Soudan : les forces armées soudanaises reprennent pied à Khartoum.**
 - "Guerre au Soudan: l'horreur s'accroît alors que des rapports d'exécutions sommaires émergent", ONU Info, 03/10/2024
 - "Guerre au Soudan : l'horreur s'accroît alors que des rapports d'exécutions sommaires émergent", Le Monde, 02/10/2024
 - "L'armée soudanaise à l'offensive pour reconquérir Khartoum", Le Point, 01/10/2024

• ASIE

- **Une ASEAN mobilisée mais limitée face aux défis régionaux**
 - Over half of Asean states back South China Sea joint patrols – President Marcos, Philstar, 12/10/24.
 - Clashes on South China Sea, Ukraine dominate ASEAN Summit, AFP via Philstar, 12/10/24.
 - Sommet de l'Asean: la passe d'armes russo-américaine se fait dans un contexte tendu, rfi, 11/10/24.
- **Nouvelle tentative d'intimidation chinoise à l'encontre de Taïwan**
 - « Taïwan en « état d'alerte » après avoir détecté un porte-avions chinois au sud de l'île », Le Parisien, 13/10/2024
 - « Taïwan : l'île « en état d'alerte », un porte-avions chinois ayant été détecté au sud de l'île », Le Figaro, 13/10/2024
 - « Nouvelles manœuvres militaires chinoises autour de Taïwan », France 24, 14/10/2024
- **La Corée du Nord dynamite ses routes**
 - BFMTV : La Corée du Nord détruit à l'explosif des tronçons de routes la reliant au Sud 15/10/2024
 - Armée : La Corée du Nord dynamite des routes, la riposte sud-coréenne ne se fait pas attendre 15/01/2024
 - Le parisien : La Corée du Nord détruit à l'explosif des tronçons de routes la reliant à la Corée du Sud 15/10/2024

SOURCES

• AMÉRIQUES

○ **Présidentielles américaines: l'état actuel de la situation**

- « Sondage présidentielle américaine dans les « swing states » : qui est en tête entre Donald Trump et Kamala Harris ? », Camille Ducrocq et Thomas Lecomte, Le Parisien, 11/10/2024 »
- « Présidentielle aux États-Unis : que sont les « swing states », qui peuvent décider du résultat de l'élection américaine ? », Mathilde Durand, Thomas Lecomte et Victor Alexandre, Le Parisien, 14/10/2024
- « En direct, présidentielle américaine : dans quels Etats le vote a-t-il déjà commencé ? », Le Monde, 15/10/2024

○ **155 ans d'héritage : le Collège militaire de la Nation Argentine à l'honneur**

- « Innovation et tradition : le Collège militaire de la Nation Argentine célèbre un héritage de 155 ans », Gonzalo mary, Infodefensa, 14/10/24
- « 155 ans après la fondation du Collège militaire de la Nation », Maison Rosada Présidence, 11/10/24

○ **Crise politique au Venezuela : des élections présidentielles encore contestées 3 mois après**

- « Comprendre ce qu'il se passe au Venezuela », Amnesty International France, 12/08/2024
- « Venezuela : la fuite en avant autoritaire », La vie des idées, 17/09/2024
- « Le Venezuela est en train de glisser vers une forme d'autoritarisme », France Inter, 21/09/2024
- « Deux mois après les élections, l'opposition se manifeste », La Presse, 09/10/2024

• ARMEMENT

○ **Les drones "dragons", une nouvelle innovation sur le front ukrainien**

- « Thermite-Spewing 'Dragon' Drones Are Ukraine's Newest Battlefield Innovation », The Warzone, 04/09/2024
- « Rise of the Dragons: Fire-Breathing Drones Duel in Ukraine », The New York Times, 12/10/204
- « « Drones dragons » : que sont ces nouvelles armes ukrainiennes utilisées contre l'armée russe ? », La Croix, 12/09/2024
- « Qu'est-ce que le «dragon drone», la nouvelle arme ukrainienne qui terrorise les lignes russes ? », Le Journal du Dimanche, 12/09/2024

○ **Les classes La Fayette et Floréal**

- Ministère des Armées. Frégates de Surveillance [en ligne]. Ministère des Armées, [consulté le 13 octobre 2024].
- Ministère des Armées. Fiche LPM - Frégate de type La Fayette rénovée (FLF) [document PDF]. Ministère des Armées, [consulté le 13 octobre 2024].
- Défense Insider. Présentation des Frégates [vidéo en ligne]. YouTube, 25 mai 2022 [vue le 12 octobre 2024].
- Chantiers de l'Atlantique. Classe Frégate Floréal [en ligne]. Chantiers de l'Atlantique, [consulté le 13 octobre 2024].



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

